

GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL
A.R.M.P

Autorité de Régulation
des Marchés Publics

CABINET BEMF/For Africa

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : bemfall@yahoo.fr

BP: 1176/R.P.

CABINET G.T.I

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : gti_expertises@hotmail.com

B.P: 21711 Dakar Ponty

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES CONTRACTANTES AU
TITRE DE LA GESTION 2011**

(GROUPE IV)

RAPPORT DEFINITIF

DU MINISTERE DE LA CULTURE

MAI 2013

0 - ABREVIATIONS ET SIGLES

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1.- DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

1.1.2 - Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement des C.S.C.M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

3.2.3- Quid de le Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE**4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier**

4.3.1.1- Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION**5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES**

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION)

0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
ASEPEX	Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CNTS	Centre National de Transfusion Sanguine
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipement
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DASP	Direction d’Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
MC	Ministère de la Culture
MT	Ministère du Tourisme
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre

PPM Plan de Passation des Marchés

PV Procès Verbal

RAPEV Rapport d’Evaluation

SAPCO Société d’Aménagement de la Petite Cote

TTC Toutes Taxes Comprises

HTT Hors Toutes Taxes

DDP Droits de Douanes Payés

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1 - DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que Cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (**depuis l'exercice 2008**). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- ✓ **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- ✓ **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.
- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
 - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
 - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses.**

Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à quoi s'ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés**

1.1.2- Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fournis dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics (**allant de l'avis d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive**).

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code.

Compte tenu du nombre d'appels d'offres déclarés, et de celui des DRP, la revue de conformité a porté, ainsi, sur:

. **AOO** (01 marché sur 01 soit : 100 %)

. **DRP** (25 marchés sur 27 soit : 93 %)

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

SANS OBJET

1.1.2.3- Support informatique

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

- . Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCELL**)

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

Le Ministère de la culture a mis en place une Commission des Marchés suivant l'arrêté ministériel N° 001447/MCL/DAGE/DARH/BRH du 02 Février 2011 ayant pour objet la désignation de la Commission des Marchés publics du Ministère de la Culture.

1.3- CONSTATS D'AUDIT

1.3.1 – Echantillonnage

L'échantillonnage des marchés à auditer s'est strictement basé sur les principes édictés dans les TDR de la mission, ce qui a donné **le tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des

Taux de couverture atteints pour les marchés, objet de la présente revue.

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	1	40.400.000	1	40.400.000	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)						
AVENANTS						
DRP	27	45.647.768	25	41.540.268	92,59	91,00
TOTAL	28	86.047.768	26	81.940.268		

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Le volume global des DRP face aux A.O est apparemment très important (en nombre comme en valeur). En effet, les DRP au nombre de 27 contre 1 A.O seulement, se montent à plus de 41 millions contre 40 millions.

1.3. 3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

A l'issue des constats ci-dessus, il est loisible de penser à des velléités de fractionnement, ce qui est fortement réprimé par la réglementation des marchés publics.

1.3.4 - Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière**RAS****1.4 -- SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION****1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres**

Globalement les dossiers d'appels d'offres ont été bien élaborés, cependant la commission des marchés devrait au début de chaque année faire une estimation des besoins en services, fournitures, puis les regrouper selon la nature avant de lancer un appel d'offres pour pouvoir jouer sur l'économie d'échelle.

1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés

Nous n'avons aucun commentaire en ce qui concerne l'exécution financière.

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

a)Rappel des Objectifs de la Mission

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que Cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (depuis l'exercice 2008).

Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- ✓ **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui pose, d'ailleurs actuellement, des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- ✓ **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés Versus taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc).

Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) malgré les observations relevées par les Audits précédents notamment sur les aspects liés au fractionnement, à la Collusion des Prestataires et au renchérissement relatif des prix des marchés. A quoi, s'ajoutent les abus relatifs aux défauts de publicité, de transparence, d'informations et d'équité dans la procédure de candidature.
- Les causes (justifiées ou non justifiées) des marchés par Entente Directe avec l'apparition récente (dans la dernière version du code) de la **notion d'urgence simple** face à celle ancienne **d'urgence impérieuse**.

En plus, il est devenu urgent de s'interroger sur la question de savoir si, **en matière de sécurité et sécurité-défense**, les motifs évoqués doivent-ils relever davantage de l'A.C (Présidence, Forces Armées, Intérieur) ou de la nature de la commande (Confidentialité ou relevant de la sécurité nationale) ou des deux à la fois.

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

- a) **Prise de contacts**, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.
- b) **Calage des Réunions de prises de contacts** de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.
- c) **Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation** méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.
- d) **Recherche documentaire et investigations** diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**). Il s'agit de :

- Plans de Passation des Marchés (de la 1^{ère} à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
- Les Etats d'exécution budgétaire.
- Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
- Les Extraits de grands livres.
- Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
- La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
- Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
- L'organigramme de la structure, de l'A.C

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

Vérification d'Amont en Aval de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :

EXEMPLES, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).

EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

- ✚ L'A.O.O est National ou International ?
- ✚ L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en 2 étapes ?

EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
- ✚ Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?

EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
- ✚ Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
- ✚ Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma» en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?
- ✚ La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- ✚ Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à postériori des prix de revient du titulaire.
- ✚ Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DE MARCHES.

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ L'identification du nombre de révisions des PPM
- ✚ Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- ✚ Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- ✚ La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M

- ✚ La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations

Identification des facteurs récurrents de non-conformité au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations issues des Audits précédents mais non respectées (notamment par comparaison avec l'exercice N-1)** avec une démarche d'établissement de données statistiques pertinentes (analyse comparative ou différentielle selon l'approche descriptive).

Cela favorisera une meilleure reformulation des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.

Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :

- **Une opinion sur les procédures de passation** consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.
- **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :
Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
 - Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !
- e) **Organisation de séances de restitution**, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.
- f) **Elaboration de rapports individuels (versions définitives)** pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis par les A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR).

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- ✚ La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- ✚ L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.
- ✚ La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.
- ✚ Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**) tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

L'Audit d'exécution physique va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs du Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :**

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dument élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.
- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.

- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

Réalisation d'un échantillon significatif de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit

(conformément aux TDR) :

- Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D)..... : **15%**
- Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D)..... : **25%**
- Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en Montants.....: **25%**
- Marchés passés par Entente Directe et A..... : **100%**

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

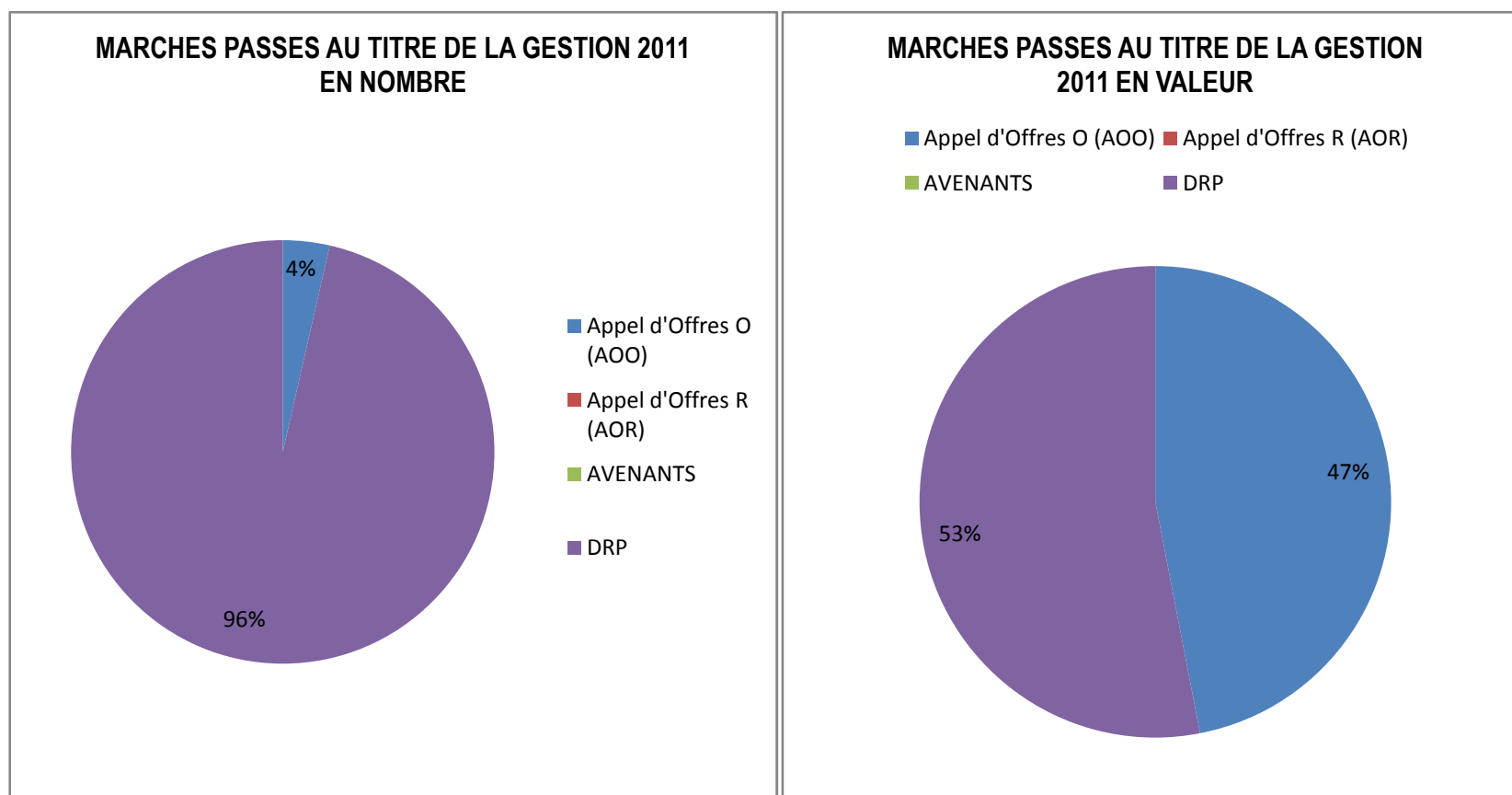
Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés ≤ 10 sera audité.

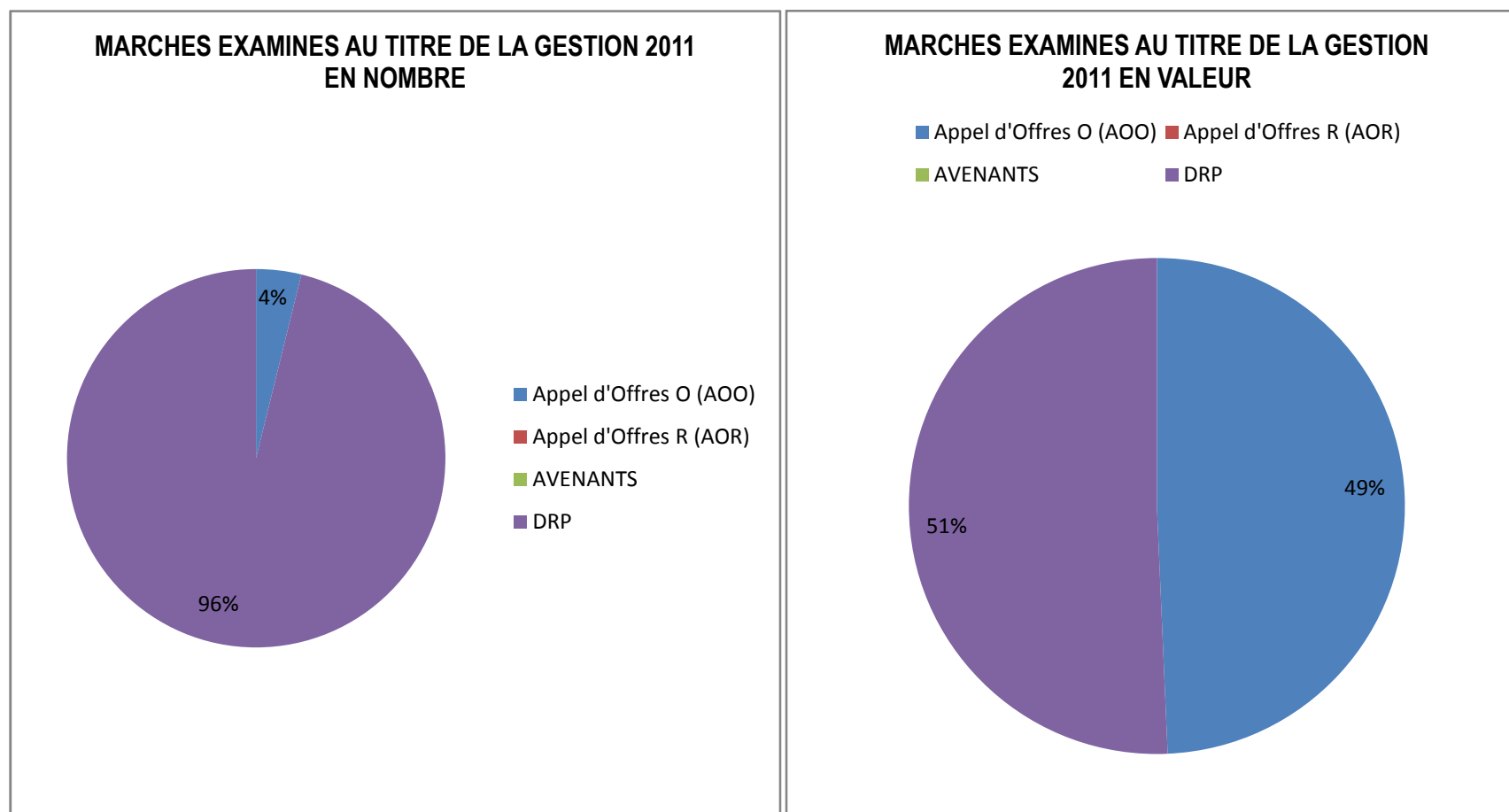
Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :

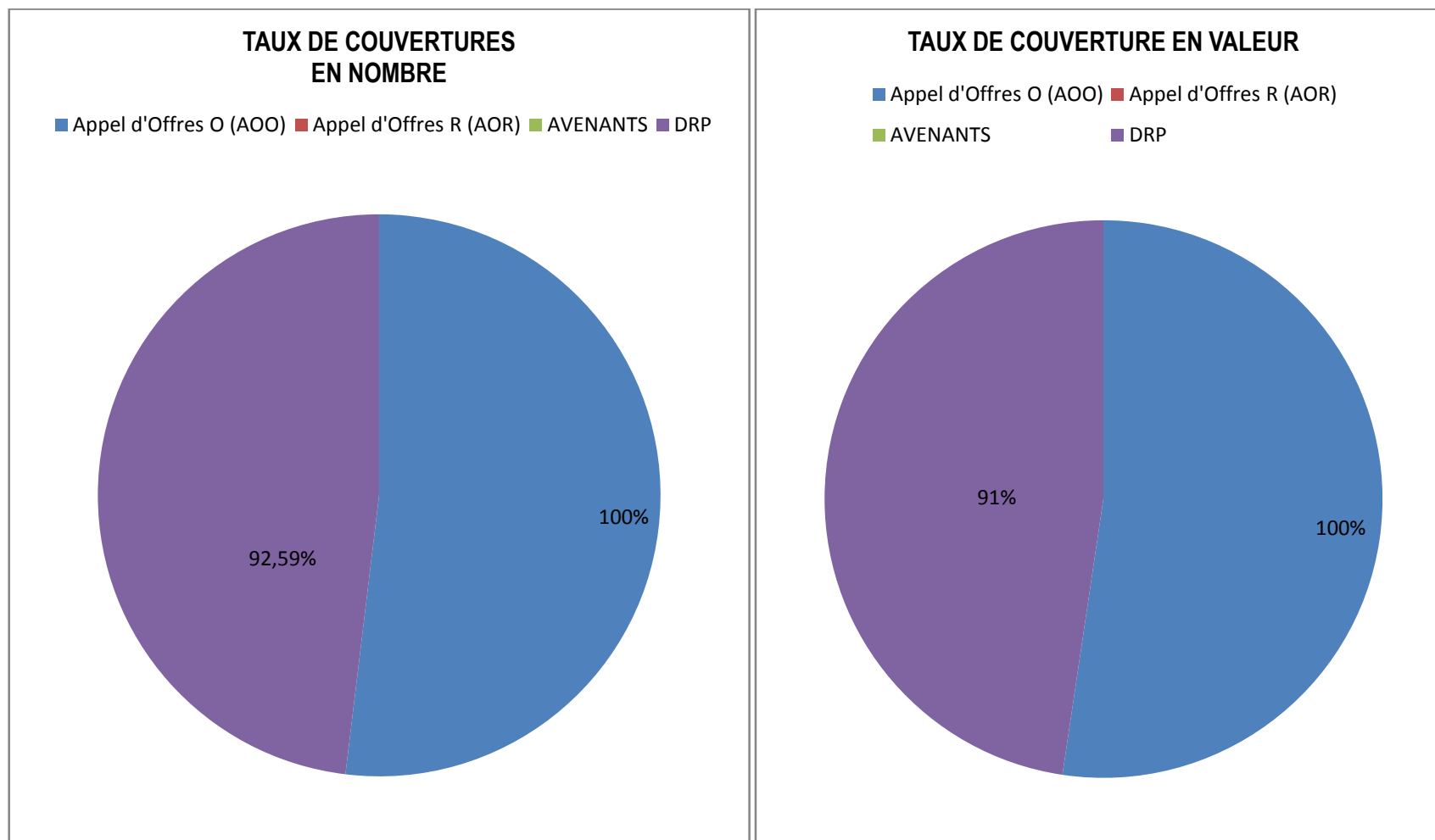
- **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
- **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	1	40.400.000	1	40.400.000	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)						
AVENANTS						
DRP	27	45.647.768	25	41.540.268	92,59	91,00
TOTAL	28	86.047.768	26	81.940.268		

CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR

DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

L'analyse descriptive de l'échantillon retenu, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

. **Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue**, s'est manifesté comme suit :

. **A.O.O** (100 en nombre et 100% en valeur face aux taux prévus dans les TDR)

. **D.R.P** (93% en nombre et 91 % en valeur)

. **Le taux moyen pondéré relatif de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés**, est calculé comme suit :

. **A.O.O** (4% en nombre et 49 % en valeur)

. **D.R.P** (96% en nombre et 51% en valeur)

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe**

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique SANS OBJET

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**). A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés** (par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables au Ministère de la Culture d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes de l'Etat** d'autre part.

Il s'y ajoute que le Ministère de la Culture est assujetti aux termes de **l'article 53.1 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (**n°:11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**)

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

TABEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU MINISTERE DE LA CULTURE EN VERTU DE L'ARTICLE 53.1 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

Le Ministère de la Culture est une structure de l'Etat à ce titre, les conditions d'approbation de ses marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
Montant du marché est inférieur à 50.000.000 F CFA	Ministre de la Culture
Montant du marché est supérieur ou égal à 50.000.000 F CFA et inférieur à 100.000.000 F CFA	Ministre de la Culture
Montant du marché est supérieur ou égal à 100.000.000 F CFA et inférieur à 300 000 000 FCFA	Ministre de l'Economie et des Finances
Montant du marché est égal ou à supérieur 300.000.000 F CFA	Premier Ministre

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

Aucun document attestant de la mise en place de la CPM, ni de son fonctionnement n'ont été mis à notre disposition.

Aucun rapport annuel sur les marchés passés l'année précédente n'a été mis à notre disposition.

Nous n'avons reçu aucun document du coordonnateur de la C.P.M faisant état de mesures pratiques susceptibles de favoriser le fonctionnement adéquat de la C.P.M, notamment :

- a) renforcement des capacités en gestion des marchés publics de tous les acteurs de la commande publique
- b) envoi systématique en revue a priori, auprès de la DCMP, de tous marchés passés par A.O (quelque soient leurs montants)

- c) établissement régulier, à la date du 31 mars de chaque année, de son rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du code.

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

a) COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés est mise en place suivant l'arrêté ministériel N° 001447/MCL/DAGE/DARH/BRH du 02 Février 2011 ayant pour objet la désignation de la Commission des Marchés publics du Ministère de la Culture composée de :

1. Titulaires

- **Président** : EL HADJI YOUSSEUPHA SENE, Chef du bureau des finances/DAGE
- **Membre** : MAMADOU KANTE, Chef du bureau des services généraux/DAGE
- **Membre** : Responsable du service maître d'œuvre ou son représentant
- **Rapporteur** : OUSSEYNOU FALL, Coordonnateur de la cellule de passation

2. Suppléants

- **Président** : AMADOU NDIAYE, Conservateur de bibliothèques/Direction du Livre et de la Lecture
- **Membre** : FALILOU MBACKE BADJI, Commission d'administration/DAGE

b) CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Transmission Acte de nomination des membres de la commission des marchés 2011 et des Attestations de prise de connaissance des dispositifs de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics à l'ARMP par courrier N°82/HPD/SMT/CM du 11 Janvier 2011.

c) PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Premier Plan de Passation des Marchés élaboré le 02 Décembre 2010 comportant 22 Marchés comprenant :

04 A00 composés de :

- Construction de complexes culturels régionaux
- Matériels et outillages techniques
- Equipement en mobilier et matériels de bureau
- Achat de véhicules 4X4 pick up double cabine

18 DRP composées de :

- Matériel informatique de bureau
- Fournitures de bureau
- Matériels et produits d'entretien
- Consommables informatiques
- Acquisition de tee-shirt
- Entretien et maintenance matériel informatique
- Entretien maintenance mobilier de bureau
- Entretien maintenance bâtiment
- Entretien et réparation de véhicules
- Entretien et maintenance matériel (œuvres) pour représentation du Sénégal à l'étranger
- Frais d'impression et de publicité
- Cocktail vernissage exposition, location podium, sonorisation lumière et groupe électrogène
- Achat de carte de crédit, frais d'envoi colis
- Location de véhicules
- Transport bagages
- Fêtes et cérémonies
- Conférence, congrès, séminaires
- Articles de manifestations culturelles

d) AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

Avis Général de Passation des Marchés gestion 2011 publié au Journal le Soleil N° 1205 du Mercredi 02 Février 2011.

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- a) par la DCMP qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés
- b) par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l'initiative de chaque autorité contractante
- c) par l'ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M

La décision de nomination des membres de la Cellule de passation des Marchés du Ministère de la Culture, au titre de la gestion 2011, existe.

Cependant le Ministère devrait prendre des mesures pratiques susceptibles de favoriser le fonctionnement adéquat de la C.P.M, notamment :

- a) renforcement des capacités en gestion des marchés publics de tous les acteurs de la commande publique
- b) envoi en revue à priori, auprès de la DCMP, de marchés passés par A.O
- c) établissement régulier, à la date du 31 mars de chaque année, de son rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du code.

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

SANS OBJET

3.2.3- Quid de le Régulation ?

Aucun recours n'a été enregistré durant la gestion 2011.

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

Globalement il n'a pas été noté de carence documentaire majeure.

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution finale

Rien à signaler.

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

Aucun fractionnement n'a été décelé.

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

SANS OBJET.

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)

4.2.1.1- Rappels succincts

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

4.2.1.2- Constats spécifiques

Pour l'année 2011, le Ministère de la Culture a lancé un (01) appel d'offres ouvert, et 27 DRP selon les procédures de passation des marchés tels que définies par le code des marchés publics.

a) APPEL D'OFFRES OUVERT :

- **AOO F1362/11 POUR ACQUISITION DE QUATRE(4) VEHICULES PICK UP 4X4 DOUBLE CABINE**

L'avis d'appel d'offres a été publié au journal « Le Soleil » n°12331 du 05/07/2011

A l'ouverture des offres, cinq (05) candidatures avaient été notées des soumissionnaires suivants :

1/ SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE :	60.359.360 FCFA
2/ ESPACE AUTO :	42.800.000 FCFA
3/ SERA :	65.100.000 FCFA
4/ CCBM AUTOMOBILE :	58.000.000 FCFA
5/ STAR AUTO :	40.400.000 FCFA

Après évaluation des offres, l'offre de STAR AUTO a été jugée moins disante qualifiée et le marché lui a été attribué pour un montant de 40.400.000 FCFA.

Le marché a été signé par le **DAGE du Ministère de la culture et des loisirs** à la date du 27/10/2011 et a fait l'objet de revue a posteriori à chaque étape de la procédure de passation en vue de sa conformité au projet contenu dans le DAO. La DCMP a donné son Avis de non objection sur le rapport d'analyse des offres et sur la procédure de passation.

b) Demande de Renseignements et de Prix (DRP)**1/ DRP POUR FOURNITURE D'ŒUVRES D'ART GM (art 1),
SCULPTURE EN BRONZE PM (art 2)**

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n° 091, 092, 093, 094, 095/MCL/DAGE/DFSG/BF du 28/01/2011 (non fournies dans les dossiers). Les candidats consultés sont les suivants :

- 1- TOOGOOR ENTREPRISE
- 2- GIE MELAX
- 3- BAMO
- 4- TRECOBAF
- 5- EXCATRANS

Tous les candidats consultés ont répondu comme suit :

1/ TOOGOOR ENTREPRISE:	(art 1) 450 000 FCFA
	(art 2) 180 000 FCFA
2/ GIE MELAX :	(art 1) 475 000 FCFA
	(art 2) 250 500 FCFA
3/ BAMO :	(art 1) 600 000 FCFA
	(art 2) 200 000 FCFA
4/ TRECOBAF :	(art 1) 550 000 FCFA
	(art 2) 190 000 FCFA
5/ EXCATRANS :	(art 1) 500 000 FCFA
	(art 2) 190 000 FCFA

TOOGOOR ENTREPRISE a été évaluée moins disante et attributaire du marché (articles 1 et 2) pour un montant de 625.400 FCFA/TTC

**2/ DRP FOURNITURE DE CARTABLES EN PAGNE TISSE (3 POCHES)
A L'OUVERTURE DU GRAND THEATRE**

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n° 06, 07, 08, 09, 010/MCL/DAGE/DFSG/BF du 28/01/2011.

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1- SET 2000
- 2- KEUR SOKHNA MBENE
- 3- GIE MALAX
- 4- TOOGOOR ENTREPRISE
- 5- BAMO

Tous les candidats consultés ont répondu :

1- SET 2000 :	925.000 FCFA/TTC
2- KEUR SOKHNA MBENE :	810.070 FCFA/TTC
3- GIE MALAX :	862.000 FCFA/TTC
4- TOOGOOR ENTREPRISE :	918.750 FCFA/TTC
5- BAMO :	875.000 FCFA/TTC

KEUR SOXNA MBENE a été évaluée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 810.070 FCFA/TTC

3/ DRP IMPRESSION AFFICHES TEE SHIRT &BAURDEROLES

Les candidats ont été saisis par des lettres d'invitation (non fournies au dossier). Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ TOOGOOR
- 2/ GIE MELAX
- 3/ CPTTIE
- 4/ EXCATRANS
- 5/ JEEM

GIE MELAX a été évaluée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 2.312.500 FCFA/TTC

4/ DRP ENTRETIEN ET MAINTENANCE MATERIEL BUREAU DE LA DAGE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation (non fournies au dossier). Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ GSDE
- 2/ SET 2000
- 3/ GIE MELAX
- 4/ TRECOBAF
- 5/ BAMO

SET 2000 a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 3 816 592 FCFA/TTC

5/ DRP ENTRETIEN ET MAINTENANCE MATERIEL BUREAU DE LA DAGE

Les candidats ont été saisis par des lettres d'invitation (non fournies au dossier). Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ GIE BAMO
- 2/ SOGEREC
- 3/ GIE JEEM
- 4/ GIE MELAX
- 5/ EXCATRANS

MBOSSE SARR SOGEREC a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 235.000 FCFA/TTC

6/ DRP ENTRETIEN ET MAINTENANCE MATERIEL BUREAU DE LA DAGE

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n° 0236/0237/0238/0239/0240/MCL/DAGE/DFSG/BF en date du **02/02/2011**.

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ NDARGUEDJ PRESTATIONS DE SERVICES
- 2/ TOP GLOBAL SERVICES
- 3/ KEUR RACINE
- 4/ E.G.C.B
- 5/ ENTREPRISE EL HADJ ABDOULAYE NDIOUR THIAM

A l'ouverture des plis, les offres se présentent comme suit :

1/ NDARGUEDJ PRESTATIONS DE SERVICES :	3.350.020 FCFA
2/ TOP GLOBAL SERVICES :	3.357.100 FCFA
3/ KEUR RACINE :	3.348.840 FCFA
4/ E.G.C.B :	3.353.560 FCFA
5/ ETS EL HADJI ABDOULAYE NDIOUR THIAM:	3.363.000 FCFA

KEUR RACINE a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 3.348.840 F CFA

7/ DRP ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n° 0226, 0227, 0228 et 0230/MCL/DAGE/DFSG/BF du 02/02/2011

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ GARAGE DE LA TERANGA
- 2/ GIE ALOUCH
- 3/ TM
- 4/ GIE CGI
- 5/ COURADI AUTO

A l'ouverture des plis, les offres se présentent comme suit :

1/ GARAGE DE LA TERANGA :	4.804.665 FCFA
2/ GIE ALOUCH :	4.594.000 FCFA
3/ TM :	4.740.945 FCFA
4/ GIE CGI :	4.795.815 FCFA
5/ COURADI AUTO :	4.837.469 FCFA

GIE ALOUCH a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 4.594.000 FCFA

8/ DRP ENTRETIEN REPARATION MATERIEL INFORMATIQUE /DAGE

Les candidats ont été saisis par des lettres d'invitation non fournies dans les dossiers. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) ASSISTANCE DISTRIBUTION BUSINESS
- 2) AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS
- 3) GIE FADY G-PROJECT
- 4) PRESIF SA
- 5) PSD OBJECT PLUS

Cinq offres ont été reçues de la part des fournisseurs :

1/ ASSISTANCE DISTRIBUTION BUSINESS:	1.515.120 FCFA
2/ AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS:	1.456.120 FCFA
3/ GIE FADY G-PROJECT:	1.440.780 FCFA
4/ PRESIF SA :	1.445.500 FCFA
5/ PSD OBJECT PLUS :	1.368.682 FCFA

PSD OBJECT PLUS a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 1.368.682 FCFA

9/ DRP ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES BATIMENTS DE LA DAGE

Les candidats ont été saisis par des lettres d'invitation non fournies dans les dossiers. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ BA & FRERES
- 2/ GIE TRECOBAF
- 3/ TOOGOOR
- 4/ GIE MELAX
- 5/ EXCATRANS

GIE MELAX a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 480.000 FCFA

10/ DRP ACHAT ŒUVRE D'ART GM & SCULPTURE EN BRONZE

Les candidats ont été saisis par lettres d'invitation non fournies dans les dossiers. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ BAMO
- 2/ GIE TRECOBAF
- 3/ TOOGOOR
- 4/ CPTTIE
- 5/ EXCATRANS

Cinq offres ont été reçues de la part des fournisseurs :

- | | |
|-------------------|--------------|
| 1/ BAMO : | 563.250 FCFA |
| 2/ GIE TRECOBAF : | 450.000 FCFA |
| 3/ TOOGOOR : | 500.000 FCFA |
| 4/ CPTTIE : | 400.000 FCFA |
| 5/ EXCATRANS : | 625.700 FCFA |

CPTTIE a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 400.000 FCFA

11/ DRP FOURNITURE DE BUREAU

Les candidats ont été saisis par des lettres d'invitation non fournies dans les dossiers. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ GIE BAMO
- 2/ TRECOBAF
- 3/ SET 2000
- 4/ GIE MELAX
- 5/ GSDE

SET 2000 a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 3.816.592 FCFA/TTC

12/ DRP FOURNITURE DE BUREAU

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n° 0136/0137/0138/0139/0140/MCL/DAGE/DFSG/BF en date du **28/01/2011**

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) TOOGOOR
- 2) GIE MELAX
- 3) GIE JEEM
- 4) CPTTIE
- 5) EXCATRANS

GIE MELAX a été évalué moins disant et attributaire du marché pour un montant de 2.225.000 FCFA

13/ DRP LOCATION DE VEHICULES POUR LE TRANSPORT DE MATERIEL AU NIVEAU DES CENTRES CULTURELS REGIONAUX

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation n° 0141/0142/0143/0144/0145/MCL/DAGE/DFSG/BF en date du **28/01/2011**

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) UNIVERS ENTREPRISE
- 2) TOOGOR ENTREPRISE
- 3) BAMO
- 4) MELAX
- 5) TRECOBAF

Cinq offres ont été reçues de la part des fournisseurs :

1/ UNIVERS EBTREPRISES :	1.900.000 FCFA
2/ TOOGOOR ENTREPRISE :	2.100.000 FCFA
3/ BAMO :	1.950.000 FCFA
4/ MELAX :	2.300.000 FCFA
5/ TRECOBAF :	2.150.000 FCFA

UNIVERS ENTREPRISES a été évaluée moins disante et attributaire du marché pour un montant de **1.900.000 F CFA**

14/ DRP ACQUISITION DE MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAUX DAGE

Les candidats ont été saisis par des lettres d'invitation qui n'ont pas été fournies dans le dossier. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1/ GIE BAMO
- 2/ TRECOBAF
- 3/ CPTTIE
- 4/ GIE MELAX
- 5/ EXCATRANS

Cinq offres ont été reçues de la part des fournisseurs :

1/ GIE BAMO	380.000 FCFA
2/ TRECOBAF :	400.000 FCFA
3/ CPTTIE :	400.000 FCFA
4/ GIE MELAX :	310.000 FCFA
5/ EXCATRANS :	430.000 FCFA

GIE MELAX a été évalué moins disant et attributaire du marché pour un montant de 310.000 FCFA/TTC

15/ DRP ACHAT DES PRODUITS D'ENTRETIEN

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°0185/0186/0187/0188/0189/MC/DAGE/DFSG/BF en date du **02/02/ 20.**

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) TOOGOOR ENTREPRISE
- 2) SENCOS
- 3) GIE TRECOBAF
- 4) EXCATRANS
- 5) GIE BAMO

SENCOS a été évaluée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 467.280 FCFA/TTC

16/ DRP DEPENSES DE COMMUNICATIONS POUR LA DAGE

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°231/232/233/234/235/MC/DAGE/DFSG/BF en date du **02/02/ 2011.**

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) BA ET FRERES
- 2) MELAX
- 3) BAMO
- 4) CPTTIE
- 5) TRECOBAF

Cinq offres ont été reçues de la part des fournisseurs :

- | | |
|-------------------|--------------|
| 1) MELAX: | 480.260 FCFA |
| 2) TRECOBAF: | 500.000 FCFA |
| 3) BA ET FRERES : | 550.000 FCFA |
| 4) BAMO: | 600.000 FCFA |
| 5) CPTIE: | 650.400 FCFA |

MELAX a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 480.260 FCFA/TTC

17/ DRP SEMINAIRE DAGE

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°06/07/08/09/10/11/MC/DAGE/DFSG/BF en date du 28/01/2011.

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) SET 2000
- 2) KEUR SOXNA MBENE
- 3) GIE MELAX
- 4) TOOGOOR ENTREPRISE
- 5) SANKHA YAYE
- 6) BAMO

SAKHA YAYE a été évaluée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 2.304.750 FCFA/TTC

18/ DRP IMPRESSION AFFICHES TEE SHIRT & BANDEROLES

Les candidats ont été saisis par lettres d'invitation non fournies dans les dossiers. Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) TOOGOOR
- 2) MELAX
- 3) CPTTIE
- 4) EXCATRANS
- 5) JEEM

GIE MELAX a été évalué moins disant et attributaire du marché pour un montant de 2.312.500 FCFA/TTC

19/ DRP ORGANISATION DE FETES ET CEREMONIES

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation n°226/227/228/229 et 230/MCL/DAGE/DFSG/BF du 28 Janvier 2011.

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) NABELIA
- 2) MELAX
- 3) TRECOBAF
- 4) BAMO
- 5) SOXNA BENE

Tous les fournisseurs saisis ont répondu comme suit :

- | | |
|------------------|--------------------|
| 1) BAMO : | 11.000 F/Personne |
| 2) MELAX : | 10.500 F/Personne |
| 3) NABELIA : | 10.000 F/Personne |
| 4) SOXNA MBENE : | 12.000 F/ Personne |
| 5) TRECOBAF : | 13.000 F/Personne |

NABELIA a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de **940.000 FCFA**

20/ DRP ORGANISATION DE SEMINAIRES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Les candidats ont été saisis par lettres d'invitation non fournies au dossier. Les candidats consultés sont les suivants :

1. SET 2000
2. KEUR SOXNA MBENE
3. GIE MELAX
4. TOOGOOR ENTREPRISE
5. SAKHA YAYE
6. BAMO

SAKHA YAYE a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de **2.304.750 FCFA**

21/ DRP ENTRETIEN ET MAINTENANCE MATERIEL INFORMATIQUE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation n° **158/159/160/161/162/MCL/DAGE/DFSG/BF** du **28/01/2011**.

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1- ASSISTANCE DISTRIBUTION BUSINESS
- 2- AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS
- 3- GIE FADY G-PROJET
- 4- PRESIF SA
- 5- PSD OBJECT PLUS

Tous les fournisseurs saisis ont répondu comme suit :

- | | |
|-------------------------------------|--------------------|
| 1) ASSISTANCE DISTRIBUTION BUSINESS | 1.515.120 FCFA/TTC |
| 2) AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS : | 1.456.120 FCFA/TTC |
| 3) GIE FADY G-PROJET : | 1.440.780 FCFA/TTC |
| 4) PRESIF SA : | 1.445.500 FCFA/TTC |
| 5) PSD OBJECT PLUS : | 1.368.682 FCFA/TTC |

PDS-OBJECT PLUS a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 1.368.682 FCFA/TTC

22/ DRP ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULE DE LA DAGE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation n° 17/18/19/20/21/MCL/DAGE/DFSG/BF du 28/01/2011

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) CARROSSERIE DE LA ROCADE
- 2) GARAGE NDOYE ET FRERE
- 3) GARAGE DAME FALL
- 4) GARAGE IBRA GUEYE
- 5) GARAGE SENEGAL DISTRIBUTION

Tous les fournisseurs saisis ont répondu comme suit :

- | | |
|----------------------------------|--------------------|
| 1) CARROSSERIE DE LA ROCADE : | 3.776.838 FCFA/TTC |
| 2) GARAGE NDOYE ET FRERE : | 3.875.669 FCFA/TTC |
| 3) GARAGE DAME FALL : | 3.829.489 FCFA/TTC |
| 4) GARAGE IBRA GUEYE : | 3.500.000 FCFA/TTC |
| 5) GARAGE SENEGAL DISTRIBUTION : | 3.968.800 FCFA/TTC |

GARAGE IBRA GUEYE a été évalué moins disant et attributaire du marché pour un montant de **3.500.000 FCFA/TTC**

23/ DRP FOURNITURE DE CARTABLES EN PAGNE TISSE LORS DE L'OUVERTURE DU GRAND THEATRE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N° 006/007/008/009 et 010/MCL/SRPD du **28 JANVIER 2011**

Les candidats consultés sont les suivants :

- SET 2000
- KEUR SOXNA MBENE
- GIE MELAX
- TOOGOOR ENTREPRISE
- BAMO

Tous les fournisseurs saisis ont répondu comme suit :

- | | |
|------------------------|------------------|
| 1) SET 2000: | 925.000 FCFA/TTC |
| 2) KEUR SOXNA MBENE : | 915.000 FCA/TTC |
| 3) GIE MELAX: | 920.500 FCFA/TTC |
| 4) TOOGOOR ENTREPRISE: | 918.750 FCFA/TTC |
| 5) BAMO: | 975.000 FCFA/TTC |

KEUR SOXNA MBENE a été évalué moins disant et attributaire du marché pour un montant de **915.680 FCFA/TTC**

24/ DRP LOCATION DE GROUPE ELECTROGENE 250 KWA/ SRPD

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N° 026/027/028/029 et 030/MCL/SRPD du **25 JANVIER 2011**

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) OUMAR AMADOU DIA
- 2) GIE DLS BUSINESS
- 3) GLOBAL CONEPT
- 4) BOSSEA
- 5) ELITE GROUP

Tous les fournisseurs saisis ont répondu comme suit :

- | | |
|----------------------|------------------|
| 1) OUMAR AMADOU DIA: | 210.000 FCFA/TTC |
| 2) GIE DLS BUSINESS: | 250.000 FCFA/TTC |
| 3) GLOBAL CONEPT: | 255.000 FCFA/TTC |
| 4) BOSSEA: | 176.410 FCFA/TTC |
| 5) ELITE GROUP: | 275.000 FCFA/TTC |

BOSSEA a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 176.410 FCFA/TTC

26/ DRP PRODUITS D'ENTRETIEN / DAGE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N° 185/186/187/188 et 189/MCL/DAGE/DFSG/BF du **02 FEVRIER 2011**

Les candidats consultés sont les suivants :

- 1) SENCOS
- 2) TOOGOOR
- 3) BAMO
- 4) EXCATRANS
- 5) TRECOBAF

Tous les fournisseurs saisis ont répondu comme suit :

SENCOS a été qualifiée moins disante et attributaire du marché pour un montant de 467.280 FCFA/TTC

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

Les A.A.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l'article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l'article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l'ARMP.)

4.2.2.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

La présentation des offres et l'ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d'une part et d'autre part à l'article 67 du code.

4.2.3.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

La commission des marchés est seule compétente à vérifier la recevabilité des offres en application **des articles 43 et 44 du code**, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse,

à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du code. A cette fin, des critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément à l'article 59 du code.

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

L'évaluation a été faite notamment pour les DRP de sorte que les candidats finalement retenus sont ceux dont les offres sont évaluées moins disantes qualifiées.

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

RAS

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

L'attribution des marchés de DRP semble s'effectuer conformément à la réglementation, mais les lettres de consultation des candidats ne sont pas fournies dans le dossier pour certaines consultations.

De même que pour les lettres d'information à adresser aux candidats non retenus aux DRP, les dossiers présentent un vide quasi-total.

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

Le fait de ne pas adresser systématiquement des lettres d'informations aux candidats non retenus en DRP, révèlent deux (02) inconvénients majeurs, à savoir :

- . Le blocage des possibilités de recours appropriés et à temps opportun de la part des candidats dont les offres sont rejetées à tort

- . Des soupçons de manque de transparence de la part des Autorités Contractantes ou de collusion entre des candidats en complicité avec les acteurs de la commande publique.

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujéti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sûreté de l'Etat, marché complémentaire, accords internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

4.2.5.2- Constats spécifiques

SANS OBJET

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

SANS OBJET

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

. **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45 Jours pour A.O internationaux et A.O en 02 étapes)

. **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)

. **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : D.P , 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)

. **ARTICLES 83 à 91** (attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

Il est possible de **retenir un chemin critique de longueur estimée à 80 Jours environ** pour la durée globale de la procédure de passation (de l'avis d'appel d'offres à l'attribution)

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

Le Service Financier notifie au titulaire concerné le marché définitivement attribué et immatriculé ou le bon de commande, selon le cas, en s'assurant que le titulaire remplit toutes les conditions exigées par la réglementation notamment en termes de garanties contractuelles.

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

Le titulaire du marché assure le service fait dans les conditions satisfaisantes de quantité et de qualité

La Commission chargée des réceptions établit la fiche de réception ou vise le bordereau de livraison

Le Service Dépensier, sur la base de l'ensemble des documents de marchés, vérifiés conformes, procède à la certification des factures en bonne et due forme en vue de la liquidation.

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Le Service Financier fait la liquidation et procède au mandatement, après avoir vérifié l'ensemble des pièces justificatives concernant notamment la conformité des factures, la qualité et la quantité des prestations commandées comparées à celles livrées.

La personne responsable du marché, signe le document de mandatement, envoie l'original aux services du Ministère de l'Economie et des Finances chargés du règlement de la facture. Une copie des documents de paiement est conservée au Service Financier.

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

RAS

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

RAS

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

RAS

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

SANS OBJET

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

SANS OBJET

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

SANS OBJET

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

SANS OBJET

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

SANS OBJET

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION**5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES****5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage**

RAS

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

RAS

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

RAS

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES**5.2.1- Concernant le fractionnement**

SANS OBJET

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

Une gestion plus rigoureuse des marchés de DRP s'impose du fait de leur nombre relativement important. A cette fin, les lettres de consultations doivent être systématiques et les candidats devraient être les plus diversifiés possibles afin de neutraliser toutes les velléités de collusion entre les candidats. Par ailleurs, tous les regroupements des achats similaires sont encouragés afin de supprimer les probabilités de fractionnement.

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

SANS OBJET

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

L'attribution des marchés de toutes natures et quelque soit le mode de passation (à l'exception des marchés classés secrets !) doivent faire l'objet de publicité appropriée ; et notamment en ce qui concerne les DRP, les lettres d'information aux candidats non retenus doivent être systématiques afin de permettre aux intéressés de faire leurs recours éventuels en temps opportun.